

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 25/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LH LOGISTICS PROPCO SCI

78 Avenue Raymond Poincaré
75116 Paris

Références : 20240327_VI_LH-LOGISTICS-PROPCO-RécolementAP
Code AIOT : 0003901228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement LH LOGISTICS PROPCO SCI implanté PLPN2 OUDALLE-SANDOUVILLE 76430 Oudalle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le bâtiment exploité par LH Logistics Propco SCI est composé de 10 cellules. Le jour de la visite, les cellules étaient encore vides. L'exploitant a indiqué que des locataires devraient exploiter les cellules dans quelques mois.

Le but de la visite du 27 mars 2023 était de procéder par sondage au récolement de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019 (AP) autorisant et encadrant les activités ICPE du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LH LOGISTICS PROPCO SCI
- PLPN2 OUDALLE-SANDOUVILLE 76430 Oudalle
- Code AIOT : 0003901228
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement contrôlé est un entrepôt logistique autorisé à recevoir des matières combustibles.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 4.4.4	Demande d'action corrective	15 jours
13	Conformité portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.7.2	Demande d'action corrective	1 mois
14	Identification paroi coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Audite de conformité	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 1.1.1	Sans objet
3	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.2.5	Sans objet
4	Comportement au feu de l'entrepôt	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.1	Sans objet
5	Comportement au feu des cellules de stockage et des locaux	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.2	Sans objet
6	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.3	Sans objet
7	Prescriptions spécifiques aux stockages de produits inflammables	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 9.1.3	Sans objet
8	Poteaux d'incendie et	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.7.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	réserves d'eau		
9	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.7.6	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.4.2	Sans objet
11	Système de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.4.4	Sans objet
12	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.4.5	Sans objet
15	Accès pompiers	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.5.1	Sans objet
16	Aires de stationnement des engins	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.5.5	Sans objet
17	Système d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.7.3.3	Sans objet
18	Zones de confinement	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.6	Sans objet
19	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 1.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter les justificatifs de mise en conformité demandés en respectant les délais qui lui sont indiqués.

Par courrier reçu le 21/12/2023, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance demandant la modification des certaines prescriptions de l'arrêté de préfectoral du 17 juin 2019. Les modifications envisagées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires significatifs pour l'environnement. Ces modifications peuvent donc être considérées comme non substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en annexe du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audite de conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité à l'AP
Prescription contrôlée :

La société PANHARD DÉVELOPPEMENT, dont le siège social est situé 10 rue Roquépine à Paris (75008), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de Sandouville et Oudalle, au Parc Logistique du Pont de Normandie 2, les installations détaillées dans les articles suivants.
Constats : Par courrier reçu le 21/12/2023, l'exploitant a transmis un rapport d'analyse de conformité à l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019. Ce rapport atteste que l'activité du site LH LOGISTICS PROPCO SCI est conforme à chaque prescription de l'arrêté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet d'une vérification au moins annuelle. Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] En cas d'incident, deux électrovannes, asservies au réseau sprinkleur de l'entrepôt, permettent d'isoler les eaux pluviales de voiries.
Constats : Le jour de la visite, au moins deux des trois séparateurs d'hydrocarbure émettaient un bruit anormal (grésillement). Le site est équipé de deux électrovannes permettant d'isoler les eaux pluviales de voirie. Ces vannes d'isolement sont clairement identifiées par un affichage comprenant un mode d'emploi. Les deux vannes sont situées: - vanne n° 1: au sud-ouest du bâtiment - vannes n° 2: au nord-ouest du bâtiment. Le bon fonctionnement des vannes a été testé le jour de la visite, en présence de l'inspecteur. La vanne n° 2 a fonctionné mais pas la vanne n° 1. Celle-ci n'a pas pu être maintenue en position ouverte. Au poste de gardiennage, un voyant «défaut» était allumé sur le panneau de contrôle de chaque vanne. Par ailleurs, aucun affichage ne permet de savoir quel panneau de contrôle correspond à chacune des électrovannes. Le temps de résoudre les problèmes sur les électrovannes, l'exploitant les a laissées en position fermée et a donné la consigne au gardien de surveiller les bassins lors de ses rondes régulières

<p>(environ toutes les 2 heures) afin que les vannes soient ouvertes manuellement si nécessaire.</p> <p>Le 25/04/2024, l'exploitant a indiqué par téléphone que l'asservissement de la fermeture des électrovannes au réseau sprinkleur a été testé et fonctionne correctement. Par contre, la réouverture des vannes ne peut se faire que localement (et pas à distance). Concernant les voyants «défaut» aux panneaux de contrôle du poste de garde, l'exploitant a indiqué ne pas avoir encore identifié la cause du problème.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 1 : l'exploitant fera vérifier les séparateurs d'hydrocarbure et trouvera la cause du bruit émit par des séparateurs (1 mois).</p> <p>Demande 2 : l'exploitant identifiera les causes des dysfonctionnements des électrovannes et de la centrale de commande et fera un retour écrit à l'inspection (sous 15 jours). Il transmettra à l'inspection les éléments justifiant la levée des non-conformités identifiées (sous 1 mois).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance de l'établissement est assurée en dehors des heures ouvrables (système de détection anti-intrusion relié à une société de surveillance pour les bureaux, rondes périodiques...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que, tant que les cellules ne sont pas louées, un gardien est présent sur site 24h/24 et 7j/7. Celui-ci fait des rondes régulières (environ toutes les 2 heures) et a pour consigne d'appeler les pompiers, la société de maintenance du sprinklage ou le gestionnaire technique du site en cas de problème. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le site est sous télé-surveillance. L'inspection a constaté que le site est clôturé et l'accès est limité par une barrière gérée par le gardien.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Comportement au feu de l'entrepôt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures constructives</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions constructives doivent être telles que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres,...) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments de justification du respect de cette prescription.</p> <p>Les différents éléments de construction sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> une structure du bâti des cellules de stockage (ensemble des éléments qui concourent à la stabilité du bâtiment, tels que les poteaux verticaux, les poutres principales, les planchers et les murs porteurs) sous forme d'une ossature en béton ou en mixte (béton/bois) avec une stabilité au feu 1 heure (R 60) ; un dallage en béton A1fl; des pannes de toiture avec une stabilité au feu de 15 minutes minimum (R 15) ; les parois extérieures composées d'un bardage acier double peau. Ces matériaux bénéficient d'un classement A2S1d0 ; des écrans thermiques 2 heures (REI 120) : <ul style="list-style-type: none"> en façade Est du bâtiment ; en façade Ouest de la cellule C4; des écrans thermiques 4 heures (REI 240) : <ul style="list-style-type: none"> en façade Ouest des cellules B6a et B6b ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a joint au dossier d'audit de conformité à l'AP les éléments justifiant le respect de l'AP en termes de degré de résistance au feu de la structure et des parois et de non-ruine en chaîne de la structure du bâtiment suite à un sinistre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Comportement au feu des cellules de stockage et des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage doivent respecter les dispositions suivantes :</p> <p>les murs séparant les cellules de stockage doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être au minimum REI 240, - dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement, - si les murs extérieurs n'ont pas un degré coupe-feu 1 heure, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en

<p>saillie de la façade dans la continuité de la paroi. la toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié le caractère REI 240 des murs séparant les cellules de stockage. En toiture, l'inspection a constaté le dépassement des murs séparatifs entre cellule ainsi que la bande de protection d'une largeur supérieure à 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...] Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de <u>dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs</u> (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 m² est prévu pour 250 m² de superficie projetée de toiture. Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande manuelle et automatique. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier d'audit de conformité à l'AP comprend un plan qui a permis à l'inspection de constater par sondage que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cantons de désenfumage des cellules ont une superficie inférieure à 1 650 m², - les DENFC ont une superficie utile comprise entre 0,5 et 6 m², - un DENFC est prévu pour 250 m² de superficie projetée de toiture, - la surface utile des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. <p>Il est également justifié dans le dossier que les DENFC sont asservis à un système pneumatique (fiche technique du désenfumage transmise). Le déclenchement automatique du désenfumage est assuré par un thermofusible installé sur les exutoires et taré à 180°C (attestation de tarage des thermofusibles transmise).</p>

L'inspection a constaté sur site que les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prescriptions spécifiques aux stockages de produits inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 9.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits inflammables classés sous la rubrique 4331 sont entreposés au sein des cellules B6b et B6c. La cellule B6c peut accueillir des liquides inflammables si et seulement si elle n'est pas dédiée au stockage des aérosols.</p> <p>La hauteur de stockage des liquides inflammables est limitée à 5 m, avec stockage de produits compatibles au-dessus.</p> <p>Les cellules B6b et B6c sont reliées à une rétention déportée de 750 m³. Un dispositif arrête-flamme de type siphon anti-feu ou un dispositif équivalent est mis en place pour empêcher la propagation d'un éventuel incendie entre les cellules de stockage et la rétention déportée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aujourd'hui, l'exploitant ne prévoit pas de stockage d'aérosol ou de liquide inflammable. Il n'a donc pas divisé la cellule 6 qui stockera des produits classés en rubrique 1510 de la nomenclature ICPE.</p> <p>Néanmoins, la structure de la cellule a été réalisée pour qu'il ne reste que les parois séparatives intérieures à construire le jour où l'exploitant souhaite stocker des produits dangereux en sous-cellule B6b et B6c comme initialement prévu par l'AP. On constate notamment le dépassement en toiture des parois des cellules B6b et B6c est déjà présent). De même les dispositifs arrête-flamme de type siphon anti-feu sont déjà présents dans la cellule 6.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande 3 : en cas de projet d'exploitation des cellules B6b et B6c, l'exploitant en informera l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Poteaux d'incendie et réserves d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée :

<p>Les prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés sont alimentés par le réseau public d'adduction d'eau de la zone qui fournit 360 m³/h pendant 2 heures. Le complément est assuré par une réserve incendie de 360 m³ minimum, équipée de 3 aires d'aspiration. Le débit disponible sur le site est conforme au besoin de 540 m³/h pendant 2 heures calculé par la méthode D9.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 13/12/2023, le SDIS a réceptionné et jugé conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réserve d'eau incendie de 360 m³: il a été demandé d'installer «une fiche incendie 360 m³» et «une fiche du niveau d'eau». L'inspection a constaté qu'une plaque indiquait le volume de la réserve et qu'un manomètre couplé avec un tableau de conversion «valeur mano / volume» permettait de connaître le volume d'eau dans la réserve. Néanmoins, l'affichage devrait être amélioré (notamment: le tableau de conversion est affiché devant la réserve alors que le manomètre est derrière). Le jour de la visite, la réserve était pleine. - les 10 poteaux incendie, - la réserve d'eau incendie de 240 m³. Cette réserve a été ajoutée pour atteindre le débit 360 m³/h sur 3 poteaux en simultané (les dernières mesures du 24/10/2023 ont indiqué un débit disponible sur 3 poteaux en simultané variant entre 270 m³/h et 323 m³/h _ l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance sur le sujet: cf. point de contrôle n°19).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 4 :</u> l'exploitant améliorera l'affichage du volume d'eau de la réserve incendie de 360 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établi et tient à jour un plan de défense incendie en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

<ul style="list-style-type: none"> – la description du fonctionnement opérationnel du système d’extinction automatique, ; – la localisation des commandes des équipements de désenfumage ; – la localisation des interrupteurs centraux ; – les mesures particulières à prendre en cas d’indisponibilité temporaire du système d’extinction automatique d’incendie. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d’incendie et de secours et de l’inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d’en découler.</p>
<p>Constats :</p> <p>L’exploitant a indiqué ne pas avoir encore finalisé le plan de défense incendie. Il attend qu’un locataire occupe les cellules. Le plan de défense incendie devra indiquer quelles cellules occupent chaque locataire, les horaires d’ouverture des entreprises locataires et les personnes à contacter en cas d’alerte.</p>
<p>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 5</u> : l’exploitant transmettra le plan de défense incendie du site dès que les cellules seront en exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de l’ensemble de l’installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L’exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L’exploitant a fourni le jour de la visite le rapport de vérification initiale des installations électriques. Il n’y a pas d’observation.</p>
<p>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Système de détection et d’extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée :

<p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le jour de l'inspection le rapport de visite final de l'installation de protection par sprinklage datant du 25 octobre 2023. Ce rapport conclut:</p> <p>«L'installation de la pompe incendie répondre aux exigences de NFPA 20, Edition 2022. Le système de protection sprinkler installé dans ce bâtiment répondre aux exigences de NFPA 13 (Attestation des tests reçu le 24/12/2023). La protection a été conçue selon la norme NFPA 13 pour la protection des marchandises classées NFPA Classes I à IV en racks ou palettisées, et pour les plastiques non expansés cartonnés stockés en racks ouverts, empilés ou palettisés.»</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Considérant qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 5111 du code de l'environnement, une analyse du risque foudre (ARF) est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>[...]</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>[...]</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a fourni : - l'analyse du risque foudre (datant de juillet 2018), - l'étude technique foudre (datant de juillet 2023), - la vérification foudre par un bureau de contrôle agréé : le rapport conclut que les installations de protection foudre du site sont conformes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conformité portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : [...] Portes coupe-feu: fréquence minimale de contrôle annuelle
Constats : Le dossier d'audit de conformité à l'AP contient un document signé de l'installateur le 19/07/2023 attestant la bonne fermeture de l'ensemble des portes. Le jour de la visite, un test de la fermeture automatique des portes coupes feu inter-cellules a été réalisé. 3 portes ne se sont pas fermées complètement: - une porte entre la cellule B6 et le local de charge adjacent (porte PCF01), - une porte entre les cellules B6 et B5, coté B6 (porte PCF02), - une porte dans la cellule C3 (porte PCF26). Par mail du 24/04/2024, l'exploitant a transmis des captures d'écran de son logiciel de gestion de maintenance indiquant le réglage des trois portes comme «traité».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande 6:</u> l'exploitant investiguera sur l'origine des dysfonctionnements des portes coupe-feu (qui fermaient correctement 8 mois plus tôt d'après l'attestation de l'installateur) et fera un retour à l'inspection (sous 1 mois). Si rien n'explique une telle dérive, la fréquence de contrôle (aujourd'hui annuelle) devra être augmentée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Identification paroi coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Prescription contrôlée : Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation
Constats : Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs. L'affichage est parfois un peu décalé par rapport au mur mais un trait de peinture rouge au droit du mur permet de le repérer sauf pour la paroi longitudinale séparant les cellules B (au nord) des cellules C (au sud) où le marquage rouge n'a pas été réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande 7 :</u> l'exploitant apposera un marquage permettant de localiser de l'extérieur la paroi séparative REI240 longitudinale du bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Accès pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.
Constats : Le site dispose de 2 accès de secours : au nord-est et au sud-est du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Aires de stationnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.5.5
--

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée : Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie.
Constats : L'inspection a constaté par sondage un marquage au sol identifiant les aires de stationnement des engins près des poteaux incendie et des réserves d'eau incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée : Le système est alimenté par une réserve d'eau autonome de 800 m ³ .
Constats : La réserve incendie alimentant l'installation de sprinklage a une capacité de 801 m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Zones de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 8.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Prescription contrôlée : Des locaux de confinement sont présents sur le site.
Constats : La zone de confinement correspond à l'ensemble des bureaux et locaux sociaux. Un interrupteur d'urgence jaune est implanté dans les sas d'accueil au rez-de-chaussée du bâtiment. Il permet la coupure de la ventilation dans les locaux (le risque généré par un des sites voisins est le risque

toxique).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2019, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Porter à connaissance du 21/12/2023</u></p> <p>Par courrier reçu le 21/12/2023, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance demandant les modifications ci-dessous. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en annexe du rapport pour modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 (AP).</p> <p><u>Modification de la numérotation cadastrale de la parcelle</u></p> <p>Au moment du dépôt de dossier, les parcelles (reprises à l'article 1.2.3 de l'AP) était:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sandouville : Section AC parcelle 29, - Oudalle : Section AC parcelles 77 et 92 <p>Après division parcellaire, le terrain correspond désormais aux parcelles cadastrales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sandouville: Section AE parcelle 36, - Oudalle: Section AC, parcelles 101 et 102 <p><i>Le projet d'APC modifie la numérotation cadastrale de la parcelle (article 1.2.3 de l'AP).</i></p> <p><u>La non division de la cellule 6 au démarrage de l'exploitation,</u></p> <p>Le dossier initial et l'AP prévoit la division de la cellule 6 en trois cellules B6a, B6b et B6c pour permettre le stockage d'aérosols (rubriques 4320 et 4321) en cellule B6c et de liquides inflammables (rubriques 1436 et 4331) en cellules B6b et B6c.</p> <p>Aujourd'hui, l'exploitant ne prévoit pas de stockage d'aérosol ou de liquide inflammable. Il n'a donc pas divisé la cellule 6 qui stockera des produits classés en rubrique 1510 de la nomenclature ICPE.</p> <p>Le porter à connaissance présente la simulation de l'incendie de la cellule 6 non-divisée avec du stockage de combustible ou des matières plastiques. Les zones d'effet ne sortent pas du site.</p> <p><i>Le projet d'APC ajoute une phrase sous le tableau de l'article 8.3.2 de l'AP: «si la cellule 6 n'est pas</i></p>

divisée en sous-cellule 6a, 6b et 6c, elle contient uniquement des produits classés sous la rubrique 1510».

Non mise en œuvre d'aire de croisement

Il est indiqué dans l'article 8.3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 que pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées. Ces aires de croisement ont été mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 car elles étaient imposées par l'arrêté du 16/07/12 relatif aux stockages de liquides inflammables. Il n'est pas prévu d'aire de croisement dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Par ailleurs, ces aires n'étaient pas demandées par le SDIS dans leur avis sur le dossier de demande d'autorisation environnementale. En l'absence de stockage de liquides inflammables sur le site, l'exploitant demande que ces aires de croisement ne soient pas mise en œuvre et qu'elles ne soient mises en place (comme la division de la cellule 6) qu'en cas de stockage de liquides inflammables dans le bâtiment.

Le projet d'APC ajoute une phrase à l'article 8.3.5.3 de l'AP: «Les dispositions de cet article ne s'appliquent qu'en cas de stockage de produits inflammables classés sous la rubrique 4331.»

La modification de l'organisation de la défense incendie,

L'article 8.7.3.2 de l'AP impose que le débit en eau d'extinction incendie soit assuré

- à hauteur de 360 m³/h pendant deux heures par les poteaux incendie implantés autour du bâtiment,

- à hauteur de 180 m³/h par une réserve incendie de 360 m³ équipée de trois aires d'aspiration.

L'exploitant indique que le réseau incendie n'est pas en mesure d'assurer constamment un débit de 360 m³/h sur 3 poteaux en simultané (les dernières mesures (24/10/2023) ont indiquées un débit disponible sur 3 poteaux variant entre 270 m³/h et 323 m³/h).

L'exploitant a installé une réserve souple de 240 m³ et propose que le débit de 540 m³/h pendant 2 heures demandé par l'AP soit assuré :

- à hauteur de 270 m³ h pendant deux heures par les poteaux incendie implantés autour du bâtiment,

- à hauteur de 180 m³/h par une réserve incendie de 360 m³ équipée de trois aires d'aspiration,

- à hauteur de 120 m³/h par une réserve incendie souple de 240 m³.

Le projet d'APC modifie ainsi le 5ème alinéa de l'article 8.7.3.2 de l'AP: «Les prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés sont alimentés par le réseau public d'adduction d'eau de la zone qui fournit 270 m³/h pendant 2 heures. Le complément est assuré par une réserve incendie de 360 m³ minimum, équipée de 3 aires d'aspiration et d'une réserve de 240 m³ minimum équipée d'une aire d'aspiration et à disposition des services extérieurs de secours. Le débit disponible sur le site est conforme au besoin de 540 m³/h pendant 2 heures calculé par la méthode D9.

La modification de l'organisation de la gestion des eaux pluviales,

Les articles 4.4.4 et 4.4.5 prescrivent un bassin d'orage d'une capacité de 4333 m³. L'exploitant a réparti cette capacité de rétention sur 3 bassins communiquant entre eux:

- le bassin d'infiltration 1-2 d'un volume de 1167 m³,

- le bassin d'infiltration 2 d'un volume de 270 m³,

- le bassin d'infiltration 3 d'un volume de 3020 m³.

Soit une capacité totale de rétention de 4457 m³.

Cette modification ne modifie pas le point de rejet.

Le projet d'APC modifie le nombre de bassins et de séparateurs d'hydrocarbure(articles 4.4.4 et 4.4.5 de l'AP).

La modification de la puissance des chaudières de l'établissement

La puissance totale maximale des deux chaudières du site est de 3,6 MW (2 chaudières de 1,8 MW) au lieu de 2,5 MW (initialement prévu). Le site reste soumis au régime de la déclaration pour la rubrique concernée: rubrique 2910 (installation de combustion) dont le seuil de déclaration est de 1 MW (et inférieur à 20 MW).

Le projet d'APC modifie la puissance totale des chaudières dans le tableau des rubriques ICPE (article 1.2.1 de l'AP).

La mise à jour du classement ICPE de l'établissement

Le 1er janvier 2021 est entré en vigueur le décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 qui modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663.

L'exploitant demande le bénéfice d'antériorité concernant cette modification de nomenclature et que les rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 soient intégrées à la rubrique 1510.

Le projet d'APC intègre les rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 à la rubrique 1510 dans le tableau des rubriques ICPE(article 1.2.1 de l'AP).

Déclaration de changement d'exploitant du 29 janvier 2024:

Par courrier du 29/01/2024, l'exploitant a déclaré le changement d'exploitant de l'AIOT de code établissement 0003901228 à partir du 30/01/2024. Le site, anciennement exploitant par la société TELAMON DEVELOPPEMENT (ex PANHARD DEVELOPPEMENT) (SIRET :37810624900055), est aujourd'hui exploité par la Société Civile Immobilière LH LOGISTICS PROPCO SCI dont le siège social est situé au 78 avenue Raymond Poincaré, 75116 PARIS 16 France ayant pour Siret : 90789566800016.

Le projet d'APC intègre ce changement d'exploitant (article 1.1.1 de l'AP).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Relevé de décision :

Les modifications envisagées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires significatifs pour l'environnement. Ces modifications peuvent donc être considérées comme non substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en annexe du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite